FINANCES DE L'ONTARIO

RÉSUMÉ FINANCIER (en millions de dollars)	Chiffres provis. 2010–2011	2011–2012 Plan budgét.	2011–2012 Perspect. actuelles	2011–2012 Variation en cours d'exercice
Revenus	**106 185**	**108 453**	**108 789**	**336**
Charges				
Programmes	113 344	113 778	113 792	14
Intérêt sur la dette[1]	9 527	10 290	10 290	–
Total des charges	**122 871**	**124 068**	**124 082**	**14**
Réserve	–	700	700	–
EXCÉDENT / (DÉFICIT)	**(16 686)**	**(16 316)**	**(15 994)**	**322**

[1] L'intérêt sur la dette ne comprend pas les intérêts incorporés durant la construction d'immobilisations corporelles, se chiffrant à 195 millions de dollars en 2010-2011 et à 268 millions de dollars en 2011-2012.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

PERSPECTIVES FINANCIÈRES POUR 2011-2012

Dans le Budget de l'Ontario 2011, le gouvernement prévoyait un déficit de l'ordre 16,3 milliards de dollars pour 2011–2012. Les résultats du premier trimestre indiquent que la province est en voie d'afficher un déficit de 16,0 milliards de dollars, soit une amélioration de 0,3 milliard de dollars.

Les revenus de la province devraient être légèrement plus élevés que les prévisions indiquées dans le budget de 2011, reflétant en grande partie le remboursement d'un prêt par Chrysler Corporation. Parmi les autres variations, citons l'incidence des mesures fiscales annoncées dans le budget fédéral de 2011, un retraitement des paiements de péréquation pour l'Ontario par le gouvernement fédéral, une baisse des revenus engendrés par la Ontario Power Generation Inc. à la suite d'une décision de la Commission de l'énergie de l'Ontario concernant les taux, ainsi que des incidences neutres sur le plan financier associées aux approbations des dépenses.

Les prévisions économiques pour l'Ontario n'ont pas vraiment changé depuis la publication du budget de 2011, les économistes du secteur privé continuant de prévoir une croissance soutenue. Les perspectives économiques mondiales continuent de présenter des risques considérables.

Désirant continuer à faire preuve de prudence dans sa gestion financière, le gouvernement maintient le montant intégral de la réserve et le reste du fonds de prévoyance pour protéger les perspectives financières de 2011-2012 contre tout changement défavorable.

Les résultats définitifs pour 2010-2011 seront mis à jour plus tard cet été dans les Comptes publics de l'Ontario. D'autres renseignements sur le plan financier de la province seront fournis dans de futures mises à jour financières.

For further information contact
Communications and Corporate Affairs Branch
(416) 325-0333
Frost Building North, Queen's Park
Toronto M7A 1Z1

On peut consulter ce document sur Internet à http://www.fin.gov.on.ca/fr/budget/finances/2010/

Ce rapport est disponible en français
Pour plus de renseignements, contactez
Direction des communications et des
affaires ministérielles, (416) 325-0333
Édifice Frost Nord, Queen's Park, Toronto M7A 1Z1

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2010

RÉSULTATS FINANCIERS

REVENUS DE 108,8 MILLIARDS DE DOLLARS

Les perspectives de revenus en 2011-2012, qui s'établissent à 108 789 millions de dollars, sont supérieures de 335,9 millions de dollars aux prévisions budgétaires de 2011. Les risques entourant les revenus prévus sont en grande partie attribuables à des facteurs comme la crise d'endettement en Europe qui se poursuit et qui pourrait entraver la reprise économique mondiale. Le gouvernement continuera à surveiller les résultats économiques et les revenus perçus, et fournira d'autres renseignements dans de futures mises à jour financières. Les modifications aux perspectives de revenus pendant le premier trimestre découlent notamment de ce qui suit :

- Une augmentation d'environ 471 millions de dollars en **Autres revenus non fiscaux** découlant d'un gain de 468 millions de dollars attribuable au paiement par Chrysler Corporation, six ans avant la date prévue, du prêt consenti à la société par la province de l'Ontario, et une augmentation de 2,7 millions de dollars représentant des fonds issus du Fonds de la justice pour les victimes afin de compenser les charges associées au nouveau Programme d'aide financière aux familles des victimes d'homicide.
- Une augmentation nette de 43 millions de dollars des **revenus fiscaux** découlant des hausses de 27 millions de dollars des revenus engendrés par l'impôt sur le revenu des particuliers et de 30 millions de dollars des revenus provenant de l'impôt sur les sociétés à la suite des modifications fiscales annoncées dans le budget fédéral de 2011 afin de corriger les échappatoires fiscales et réduire l'évasion fiscale, ainsi qu'une baisse prévue de 14 millions de dollars des paiements tenant lieu d'impôts (électricité) découlant de l'incidence prévue de la décision rendue le 10 mars 2011 par la Commission de l'énergie de l'Ontario à l'égard des taux d'Ontario Power Generation Inc. (OPG) pour 2011 et 2012. L'effet de la décision de la Commission est rajusté dans le cas des portions pour lesquelles OPG a déjà entamé un processus d'examen ou d'appel.
- Une diminution nette d'environ 139 millions de dollars au titre des **transferts du gouvernement du Canada** en raison d'une révision à la baisse de 150 millions de dollars des paiements de péréquation pour l'Ontario pour 2011–2012 à la suite d'une erreur de calcul du gouvernement fédéral, et des fonds additionnels de 11,2 millions de dollars du fédéral à l'égard des projets approuvés dans le cadre du Programme d'infrastructure pour le développement des collectivités rurales et des petites localités de l'Ontario.
- Une diminution prévue de 39 millions de dollars en **revenus nets d'investissement dans les entreprises publiques** découlant de l'incidence prévue de la décision de la Commission de l'énergie de l'Ontario mentionnée précédemment sur les revenus nets d'OPG.

TOTAL DES CHARGES DE 124,1 MILLIARDS DE DOLLARS

Les charges totales prévues de 2011-2012 s'établissent à 124 082 millions de dollars, soit 13,9 millions de dollars de plus que les prévisions du budget de 2011. Les modifications aux charges des programmes ministériels au cours du trimestre découlent notamment de ce qui suit :

- **Ministère des Affaires autochtones** : Augmentation de 3,0 millions de dollars pour le fonds de développement Métis Voyageur afin de stimuler le développement économique des Métis en Ontario, compensé par le Fonds de prévoyance pour le fonctionnement.
- **Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales** : Augmentation de 11,2 millions de dollars, entièrement compensée par les revenus du fédéral, pour des projets approuvés dans le cadre du Programme d'infrastructure pour le développement des collectivités rurales et des petites localités de l'Ontario.
- **Ministère du Procureur général** : Augmentation de 2,7 millions de dollars pour le nouveau Programme d'aide financière aux familles des victimes d'homicide, afin de venir en aide aux conjoints et parents admissibles de victimes d'homicides survenus en Ontario en 2006 et par la suite, montant entièrement compensé par le Fonds de la justice pour les victimes.

RÉSULTATS FINANCIERS

TOTAL DES CHARGES - SUITE

- **Ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse :** Augmentation de 8,2 millions de dollars en raison d'un transfert de fonds du ministère de l'Éducation concernant les travailleurs en santé mentale, dans le cadre de la Stratégie ontarienne globale de santé mentale et de lutte contre les dépendances – Esprit ouvert, esprit sain.
- **Ministère de l'Éducation :** Diminution de 8,2 millions de dollars en raison d'un transfert de fonds au ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse concernant les travailleurs en santé mentale, dans le cadre de la Stratégie ontarienne globale de santé mentale et de lutte contre les dépendances – Esprit ouvert, esprit sain.
- **Ministère du Développement du Nord, des Mines et des Forêts :** Augmentation de 13,9 millions de dollars afin de soutenir l'amélioration des infrastructures dans quatre municipalités du Nord de l'Ontario, découlant des Fonds de prévoyance pour le fonctionnement et pour les immobilisations
- **Fonds de prévoyance pour le fonctionnement :** Diminution de 8,9 millions de dollars pour contrebalancer l'augmentation des charges de fonctionnement du ministère des Affaires autochtones et du ministère du Développement du Nord, des Mines et des Forêts.
- **Fonds de prévoyance pour les immobilisations :** Diminution de 8,0 millions de dollars pour contrebalancer l'augmentation des immobilisations du ministère du Développement du Nord, des Mines et des Forêts.

Les charges liées à l'**intérêt sur la dette** prévues pour l'exercice 2011-2012 restent inchangées par rapport au budget de 2011.

RÉSERVE DE 0,7 MILLIARD DE DOLLARS

Les perspectives financières actuelles comportent toujours une réserve de 0,7 milliard de dollars, prévue dans le budget de 2011, pour protéger le plan financier contre des changements négatifs dans les revenus et les charges de la province et pour aider à atteindre les objectifs budgétaires du gouvernement.

PRINCIPALES STATISTIQUES FINANCIÈRES ET ÉCONOMIQUES[1]
(en millions de dollars)

	2007–2008	2008–2009	2009–2010[2]	Chiffres provisoires 2010–2011	Perspect. actuelles 2011–2012
Revenus	**103 579**	**96 933**	**95 793**	**106 185**	**108 789**
Charges					
Programmes	94 065	94 776	106 336	113 344	113 792
Intérêt sur la dette[3]	8 914	8 566	8 719	9 527	10 290
Total des charges	**102 979**	**103 342**	**115 055**	**122 871**	**124 082**
Réserve	–	–	–	–	700
Excédent / (Déficit)	**600**	**(6 409)**	**(19 262)**	**(16 686)**	**(15 994)**
Dette nette[4]	156 616	169 585	193 589	217 347	241 150
Déficit accumulé	105 617	113 238	130 957	147 643	163 637
Produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché	583 946	587 065	580 313	613 767	642 000
Revenu des particuliers	466 051	479 902	480 361	501 597	522 664
Population de l'Ontario (en milliers) – 1er juillet	12 793	12 932	13 065	13 211	13 371
Dette nette par habitant (en dollars)	12 242	13 113	14 817	16 452	18 036
Revenu des particuliers par habitant (en dollars)	36 430	37 109	36 767	37 969	39 091
Intérêt sur la dette en pourcentage des revenus	8,6	8,8	9,1	9,0	9,5
Dette nette en pourcentage du PIB	26,8	28,9	33,4	35,4	37,6
Déficit accumulé en pourcentage du PIB	18,1	19,3	22,6	24,1	25,5

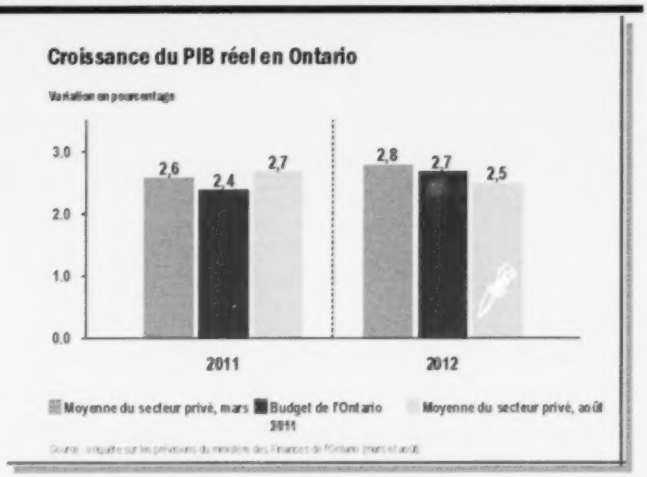
1 Tant les revenus que les charges ont été redressés pour tenir compte d'une modification comptable neutre sur le plan financier découlant de la présentation révisée des impôts fonciers prélevés aux fins scolaires, comme cela est décrit dans le Budget de l'Ontario 2010.

2 Depuis 2009-2010, les investissements dans les immobilisations corporelles moins importantes appartenant à la province sont inscrits à l'actif et amortis dans les charges. Sont comptabilisées selon la même méthode toutes les immobilisations appartenant à des organismes dont les résultats sont consolidés.

3 L'intérêt sur la dette ne comprend pas les intérêts incorporés durant la construction d'immobilisations corporelles, se chiffrant à 148 millions de dollars en 2009-2010, à 195 millions de dollars en 2010-2011 et à 268 millions de dollars en 2011-2012.

4 Depuis 2009-2010, la dette nette comprend la dette nette des hôpitaux, des conseils scolaires et des collèges conformément aux normes du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public. À des fins de comparaison, la dette nette a été redressée de 2007-2008 à 2008-2009 pour se conformer à cette nouvelle présentation.

Sources : ministère des Finances de l'Ontario et Statistique Canada.



PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'ONTARIO

L'économie ontarienne remonte la pente après la récession économique mondiale, et la situation actuelle laisse présager une période de croissance soutenue. Les économistes du secteur privé continuent de prévoir une croissance économique modeste pour l'Ontario. En date du 4 août 2011, selon les prévisions moyennes du secteur privé, le PIB réel de l'Ontario devrait augmenter de 2,7 % en 2011, comparativement à une augmentation de 2,6 % prévue lors de la publication du budget de 2011. Les prévisions du secteur privé en ce qui a trait à la croissance du PIB réel de l'Ontario en 2012 ont légèrement baissé, passant de 2,8 % lors de la publication du budget à 2,5 % à l'heure actuelle. Les perspectives de croissance économique font face à des risques considérables, notamment à l'incertitude entourant la reprise économique aux États-Unis et à la crise d'endettement en Europe.

PIB RÉEL DE L'ONTARIO

- Au cours du premier trimestre civil de 2011, le PIB réel de l'Ontario a augmenté d'un taux annualisé de 3,2 %, soit la septième hausse trimestrielle consécutive. Le PIB réel de l'Ontario a surpassé de 0,3 % le taux antérieur à la récession, enregistré au deuxième trimestre de 2008. La croissance du premier trimestre est attribuable à une hausse des investissements des entreprises et à une augmentation des stocks.

MARCHÉ DU TRAVAIL

- En juillet 2011, le marché du travail a diminué de 22 400 emplois nets, après avoir affiché une augmentation de 40 300 emplois en juin. En date du mois de juillet, le marché de l'emploi de l'Ontario dépassait de 38 800 (+0,6 %) le sommet des emplois enregistré avant la récession, soit en septembre 2008.
- Le taux de chômage était de 7,75 % en juillet, soit le taux le plus bas depuis décembre 2008.

VENTES AU DÉTAIL

- Les ventes au détail de l'Ontario ont progressé de 0,5 % en mai, après avoir affiché une augmentation de 0,5 % en avril. D'une année à l'autre, les ventes au détail ont augmenté de 3,5 % par rapport aux cinq premiers mois de 2010.

INFLATION

- Le taux d'inflation de l'indice des prix à la consommation de l'Ontario a augmenté de 3,6 % en juin comparativement à l'an dernier. Cette augmentation d'une année à l'autre est principalement attribuable à la hausse des prix de l'essence (+34,4 %).

MARCHÉ DU LOGEMENT

- Les reventes de logements en Ontario sont demeurées relativement stables au cours du premier semestre de 2011, atteignant en juin 106 102 logements pour l'année. Cette croissance est comparable à la moyenne à long terme de 99 838 reventes de logements pour la période de janvier à juin. Le prix moyen d'un logement revendu en Ontario est passé à 376 712 $ en juin, soit une hausse de 10,0 % par rapport à l'année précédente.
- Les mises en chantier en Ontario ont augmenté de 11,9 % au cours du deuxième trimestre civil pour se chffirer à 71 300 logements (taux annuel désaisonnalisé).

VENTES DE BIENS MANUFACTURÉS ET EXPORTATIONS INTERNATIONALES

- En mai, les ventes de biens manufacturés en Ontario ont augmenté de 0,4 %, après une diminution de 1,8 % en avril. Cette augmentation est en grande partie attribuable aux gains solides affichés par les produits de métal de première fusion (+4,9 %) et les ordinateurs et autres équipements électroniques (+4,3 %). Les ventes des fabricants de véhicules (-1,8 %) et de pièces automobiles (-1,5 %) ont diminué en mai.
- En mai, la valeur des exportations internationales de l'Ontario (selon les données douanières) a augmenté de 5,6 % et atteint 12,8 milliards de dollars; celle des importations a affiché une hausse de 1,9 % pour se chiffrer à 21,2 milliards de dollars[1]. D'une année à l'autre, les exportations internationales de l'Ontario ont augmenté de 7,1 % comparativement aux cinq premiers mois de 2010, tandis que les importations ont affiché une hausse de 9,3 % par rapport à la même période.

1 Données désaisonnalisées par le ministère des Finances de l'Ontario.

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES
(variation en pourcentage par rapport à la période précédente, sauf indication contraire)

		Annuel 2009	Annuel 2010	Trimestriel 1:2010	2:2010	3:2010	4:2010	1:2011
Production (désaisonnalisée)								
PIB réel	Ontario	(3,8)	3,0	1,2	0,6	0,5	0,9	0,8
PIB nominal	Ontario	(1,2)	5,8	1,9	0,6	0,8	2,0	1,3

	Annuel 2009	Annuel 2010	Mensuel 2011 Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet
Autres indicateurs (désaisonnalisés)							
Marché du travail							
Population active (variation en milliers)	14,7	89,3	12,6	45,9	(22,8)	30,2	(36,2)
Emploi (variation en milliers)	(164,3)	108,0	5,6	54,8	(16,1)	40,3	(22,4)
Taux de chômage (%)	9,0	8,7	8,1	7,9	7,9	7,7	7,5
Secteur des ménages							
Ventes au détail	(2,5)	5,4	(1,0)	0,5	0,5	N.D.	N.D.
Mises en chantier de logements (en milliers)[1]	50,4	60,4	74,7	79,2	58,9	75,8	N.D.
Reventes de logements[2]	8,2	(0,1)	0,5	(3,2)	1,6	2,4	N.D.
Ventes de biens manufacturés							
Matériel de transport	(24,0)	22,5	2,3	(6,8)	(0,5)	N.D.	N.D.
Indice des prix à la consommation[2]	0,4	2,5	3,6	3,6	4,0	3,6	N.D.

1 Les mises en chantier mensuelles de logements sont exprimées sous forme de taux annuels désaisonnalisés.

2 Variation en pourcentage par rapport aux chiffres enregistrés un an auparavant, données non désaisonnalisées.

N.D. = Données non disponibles.

Sources : Statistique Canada, ministère des Finances de l'Ontario, Société canadienne d'hypothèques et de logement et Association canadienne de l'immeuble.

FINANCES DE L'ONTARIO
TABLEAUX FINANCIERS

REVENUS

(en millions de dollars)	Chiffres provisoires 2010–2011	2011–2012 Plan budgét.	2011–2012 Perspect. actuelles	2011–2012 Variation en cours d'exercice
Revenus fiscaux				
Impôt sur le revenu des particuliers	23 761	25 500	25 527	27
Taxe de vente	19 047	20 134	20 134	–
Impôt sur les sociétés	8 250	8 874	8 904	30
Impôts fonciers prélevés aux fins scolaires[1]	5 757	5 727	5 727	–
Impôt-santé des employeurs	4 784	4 991	4 991	–
Contribution-santé de l'Ontario	2 967	3 074	3 074	–
Taxe sur l'essence	2 387	2 392	2 392	–
Droits de cession immobilière	1 249	1 249	1 249	–
Taxe sur le tabac	1 158	1 142	1 142	–
Taxe sur les carburants	711	721	721	–
Taxe sur la bière et le vin (en remplacement des droits)[2]	398	538	538	–
Paiements tenant lieu d'impôts (électricité)	295	532	518	(14)
Autres	500	396	396	–
	71 264	**75 270**	**75 312**	**43**
Gouvernement du Canada				
Transfert canadien en matière de santé	10 186	10 713	10 713	–
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	4 330	4 460	4 460	–
Péréquation	972	2 350	2 200	(150)
Programmes d'infrastructure	1 708	538	550	11
Programmes portant sur le marché du travail	1 214	891	891	–
Logement social	487	482	482	–
Fonds pour la réduction des temps d'attente	97	97	97	–
Autres	4 004	2 200	2 200	–
	22 998	**21 731**	**21 593**	**(139)**
Revenus d'investissement dans les entreprises publiques				
Société des loteries et des jeux de l'Ontario	1 925	1 738	1 738	–
Régie des alcools de l'Ontario	1 544	1 641	1 641	–
Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc.	926	1 131	1 092	(39)
Autres	2	3	3	–
	4 397	**4 513**	**4 474**	**(39)**
Autres revenus non fiscaux				
Remboursements	1 045	791	791	–
Droits – permis de conduire et immatriculation des véhicules	1 069	1 084	1 084	–
Redevance de liquidation de la dette (électricité)	934	931	931	–
Montants recouvrés des contrats d'approvisionnement en électricité	1 281	1 351	1 351	–
Ventes et locations	780	823	823	–
Autres droits et permis	749	768	768	–
Droits sur la bière et le vin (remplacés par une taxe)[2]	172	–	–	–
Réduction nette du passif lié aux conventions d'achat d'électricité	339	317	317	–
Redevances	190	218	218	–
Autres	967	656	1 127	471
	7 526	**6 939**	**7 409**	**471**
TOTAL DES REVENUS	**106 185**	**108 453**	**108 789**	**336**

[1] Les impôts fonciers prélevés aux fins scolaires englobent la composante « crédit pour l'impôt foncier » du crédit d'impôt de l'Ontario pour les coûts d'énergie et l'impôt foncier.

[2] La taxe sur la bière et le vin remplace les droits réduits sur la bière et le vin, et les taxes de vente réduites sur l'alcool. Il n'y a aucun nouveau revenu net pour la province.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

TOTAL DES CHARGES

(en millions de dollars)		2011–2012		
	Chiffres provisoires 2010–11	Plan budgét.	Perspect. actuelles	Variation en cours d'exercice
Charges des ministères				
Affaires autochtones	81,1	78,4	81,4	3,0
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales[1]	919,1	1 235,5	1 246,7	11,2
Procureur général	1 756,0	1 905,2	1 907,9	2,7
Commission de régie interne	193,9	293,9	293,9	–
Services à l'enfance et à la jeunesse	3 866,9	3 931,5	3 939,7	8,2
Affaires civiques et Immigration	107,6	102,0	102,0	–
Services sociaux et communautaires	9 234,5	9 769,5	9 769,5	–
Sécurité communautaire et Services correctionnels	2 654,0	2 756,1	2 756,1	–
Services aux consommateurs	19,4	20,4	20,4	–
Développement économique et Commerce	269,1	353,1	353,1	–
Éducation[1]	22 208,6	23 220,3	23 212,1	(8,2)
Énergie[1]	584,5	331,7	331,7	–
Environnement	396,5	382,6	382,6	–
Bureaux du corps exécutif	32,5	31,4	31,4	–
Finances[1]	534,9	552,0	552,0	–
Office des affaires francophones	5,5	5,5	5,5	–
Services gouvernementaux[1]	1 083,2	1 083,8	1 083,8	–
Santé et Soins de longue durée	44 949,5	47 139,6	47 139,6	–
Promotion de la santé et Sport[1]	394,1	398,4	398,4	–
Infrastructure[1,2]	(155,4)	(96,7)	(96,7)	–
Travail	190,3	190,8	190,8	–
Affaires municipales et Logement[1]	669,8	602,8	602,8	–
Richesses naturelles	646,6	603,2	603,2	–
Développement du Nord, Mines et Forêts	811,8	832,4	846,3	13,9
Recherche et Innovation	365,5	369,5	369,5	–
Revenu[1]	953,1	894,4	894,4	–
Tourisme et Culture[1]	732,8	808,8	808,8	–
Formation, Collèges et Universités[1]	6 826,6	6 989,4	6 989,4	–
Transports	2 240,4	2 340,3	2 340,3	–
Intérêt sur la dette[3]	9 527,0	10 289,8	10 289,8	–
Autres[1]	10 771,6	7 727,8	7 710,9	(16,9)
Économies de fin d'exercice[4]	–	(1 075,0)	(1 075,0)	–
TOTAL DES CHARGES	**122 871,2**	**124 068,2**	**124 082,1**	**13,9**

1 Le détail des autres charges des ministères se trouve dans le tableau intitulé Autres charges.

2 Les charges créditrices proviennent de rajustements entre le ministère de l'Infrastructure et d'autres ministères afin de refléter les charges nettes consolidées sur les biens immobiliers pour l'année.

3 L'intérêt sur la dette ne comprend pas les intérêts incorporés durant la construction d'immobilisations corporelles, se chiffrant à 195 millions de dollars en 2010-2011 et à 268 millions de dollars en 2011-2012.

4 Comme par les années passées, les économies de fin d'exercice témoignent de la sous-utilisation prévue des fonds traditionnellement constatée en fin d'exercice et attribuable à différents facteurs comme les économies réalisées dans les programmes, ou encore, à des modifications au démarrage ou aux plans de mise en œuvre de projets.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

AUTRES CHARGES

(en millions de dollars)	Chiffres provisoires 2010–2011	2011–2012 Plan budgét.	2011–2012 Perspect. actuelles	2011–2012 Variation en cours d'exercice
Charges des ministères				
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales				
Investissements de durée limitée dans l'infrastructure	1 501,2	293,4	293,4	–
Aide de durée limitée	9,0	–	–	–
Éducation				
Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario[1]	521,8	526,0	526,0	–
Énergie				
Prestation ontarienne pour l'énergie propre	300,0	1 135,0	1 135,0	–
Finances				
Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario	683,5	623,7	623,7	–
Fonds de prévoyance pour le fonctionnement	250,0	600,0	591,1	(8,9)
Coûts au titre des contrats d'achat d'électricité	1 281,0	1 351,0	1 351,0	–
Services gouvernementaux				
Prestations de retraite et autres avantages sociaux futurs	1 199,0	1 341,0	1 341,0	–
Promotion de la santé et Sport				
Investissements de durée limitée dans l'infrastructure	288,4	44,2	44,2	–
Investissements de durée limitée à l'appui des Jeux pan/parapanaméricains	15,6	28,3	28,3	–
Infrastructure				
Fonds de prévoyance pour les immobilisations	–	100,0	92,0	(8,0)
Affaires municipales et Logement				
Investissements de durée limitée – Logement social et abordable municipal	660,7	95,1	95,1	–
Aide ponctuelle	22,6	–	–	–
Revenu				
Soutien de transition au titre de la taxe de vente harmonisée	3 200,0	1 440,6	1 440,6	–
Tourisme et Culture				
Investissements ponctuels	23,1	3,1	3,1	–
Formation, Collèges et Universités				
Investissements de durée limitée	815,7	146,3	146,3	–
Total des autres charges	**10 771,6**	**7 727,8**	**7 710,9**	**(16,9)**

[1] Les chiffres tiennent compte des recommandations du CCSP concernant la passation en charges des cotisations aux régimes de retraite. Les cotisations de contrepartie de l'Ontario au régime ont atteint 1 316 millions de dollars en 2010-2011 et seront de 1 381 millions de dollars en 2011-2012.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

DÉPENSES LIÉES À L'INFRASTRUCTURE EN 2011-2012

(en millions de dollars)		Prévisions actuelles 2011–2012		
Secteur	**Dépenses totales liées à l'infrastructure – Chiffres provisoires 2010–2011**	**Investissement dans les immobilisations corporelles[1]**	**Transferts et autres dépenses liés à l'infrastructure[2]**	**Dépenses totales liées à l'infrastructure**
Transports				
Transport en commun	1 747	2 093	391	2 483
Autoroutes provinciales	1 985	2 118	–	2 118
Autres – transports[3]	800	708	84	792
Santé				
Hôpitaux	2 726	2 573	10	2 583
Autres – santé	183	118	171	289
Éducation – conseils scolaires	1 822	2 092	30	2 121
Postsecondaire				
Collèges	105	168	–	168
Universités	105	–	107	107
Eau / Environnement	235	39	249	288
Infrastructure municipale et locale	431	134	202	336
Justice	625	851	52	903
Autre	493	705	60	765
Investissements de stimulation à court terme	3 613	42	451	493
Total partiel	**14 869**	**11 639**	**1 808**	**13 447**
Moins : contributions d'autres partenaires[4]	723	674	–	674
Total sans les contributions des partenaires	**14 146**	**10 965**	**1 808**	**12 773**
Moins les transferts[5]	2 088	96	614	710
TOTAL DES DÉPENSES PROVINCIALES[6]	**12 058**	**10 870**	**1 193**	**12 063**

1 L'investissement dans les immobilisations corporelles comprend les intérêts incorporés durant la construction d'immobilisations corporelles, se chiffrant à 268 millions de dollars

2 Consistent principalement en transferts pour immobilisations aux municipalités et aux universités, et en dépenses pour la réparation de biens d'immobilisation.

3 Le poste Autres – transports englobe les activités de planification, l'acquisition de biens-fonds, les aires de service des autoroutes et d'autres programmes d'infrastructure (p. ex., routes municipales/locales et aéroports éloignés).

4 Contributions de tiers aux investissements dans les immobilisations effectués dans les secteurs consolidés (écoles, collèges et hôpitaux).

5 Représentent pour la plupart des transferts du gouvernement fédéral aux fins d'investissements dans les immobilisations.

6 Le total des dépenses provinciales liées à l'infrastructure comprend des investissements de 9,5 milliards de dollars dans les immobilisations en 2010-2011.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

PROGRAMME DE FINANCEMENT DE L'ONTARIO 2011-2012

PROGRAMME DE LA PROVINCE ET DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO
(en millions de dollars)

		2011–2012		
	Chiffres provisoires 2010–2011	Plan budgét.	Perspect. actuelles	Variation en cours d'exercice
Déficit / (Excédent)	16 686	16 316	15 994	(322)
Investissement dans les immobilisations corporelles	9 528	10 870	10 870	–
Redressements sans effet sur la trésorerie	(5 640)	(3 603)	(3 603)	–
Prêts / Investissements nets	1 888	2 678	2 541	(137)
Dette arrivant à échéance	15 579	13 909	13 909	–
Rachats de titres de créances	562	500	500	–
Total – Exigences en matière de financement	**38 603**	**40 669**	**40 210**	**(459)**
Emprunts auprès du Régime de pensions du Canada	(800)	(1 079)	(1 079)	–
Diminution / (Augmentation) des emprunts à court terme	0	0	459	459
Augmentation / (Diminution) de la trésorerie et des équivalents	2 124	(4 624)	(4 624)	–
TOTAL DES BESOINS D'EMPRUNT À LONG TERME SUR LES MARCHÉS PUBLICS	**39 928**	**34 966**	**34 966**	–

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

MISE À JOUR SUR LES EMPRUNTS (AU 30 JUIN 2011)
(en milliards de dollars)

	Contractés	Restants	Total
Province	12,0	22,7	34,7
Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	0,0	0,2	0,3
TOTAL	**12,0**	**22,9**	**35,0**

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

- Au 30 juin 2011, 12,0 milliards de dollars avaient été empruntés à long terme sur les marchés publics :

	(en milliards de dollars)
Obligations d'épargne de l'Ontario	0,6
Émissions sur le marché canadien	8,2
Émissions sur le marché international / américain / autres	3,2
	12,0

- Tandis que les investisseurs nationaux continuent de privilégier les échéances plus longues, l'Ontario a pu prolonger le terme à courir de sa dette et profiter du contexte soutenu de faibles taux d'intérêt.

- La diminution des prêts / investissements nets est principalement attribuable aux remboursements de prêts du secteur de l'automobile.

- En raison des valeurs minimales historiques des taux d'intérêt à long terme, la province a décidé d'affecter la diminution de 459 millions de dollars du total des exigences en matière de financement à la réduction des emprunts à court terme tout en maintenant les emprunts à long terme sur les marchés publics au niveau prévu dans le budget de 2011.